**DELIBERATION PORTANT INSTAURATION DE L’ALLOCATION FORFAITAIRE DE TELETRAVAIL**

Le [**date**] à [**heure**], à [**lieu**] se sont réunis les membres du [**assemblée délibérante**] sous la présidence de [**Nom, Prénom et qualité de l’autorité territoriale**], convoqués le [**date**].

Étaient présents : [**liste des présents**]

Étaient absent(s) excusé(s) : [**liste des absents**]

Le secrétariat a été assuré par : [**Nom, Prénom et qualité du secrétaire de séance**]

**Le Maire *(ou le Président)* de [collectivité ou établissement public] informe l’assemblée :**

Le télétravail constitue un nouvel outil de gestion des ressources humaines dont la mise en œuvre au sein de *la collectivité ou de l’établissement* a fait l’objet de la délibération [numéro] en date du [date]

Cette délibération rappelle que l’employeur doit assumer la charge des coûts liés à la mise en place du télétravail.

Or, l'accord-cadre relatif au télétravail dans les trois versants de la fonction publique national signé le 13 juillet 2021 promeut une démarche d’encadrement des règles d’indemnisation de ces frais liés au télétravail.

Il propose ainsi l’allocation par l’employeur d’une indemnité forfaitaire qu’il considère comme la modalité de prise en charge financière la plus pertinente, compréhensible et adaptée à toutes les formes de télétravail.

Sur ce fondement, le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 crée une allocation forfaitaire visant à indemniser le télétravail dans la fonction publique d'État, la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale, sous réserve, dans ce dernier cas, d'une délibération de l'organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement. L’arrêté du 23 novembre 2022 en fixe le montant. Il est précisé que ce montant est forfaitaire et ne peut être modifié par la collectivité ou l’établissement.

Au regard de l’obligation de prise en charge des frais liés à la pratique du télétravail et de la simplification et la lisibilité apportée par l’octroi d’une allocation forfaitaire unique, il est donc proposé au [Conseil municipal] de se prononcer sur l’instauration de l’allocation forfaitaire de télétravail.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2

VU le Code général de la fonction publique, notamment son article L.430-1

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature.

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021, relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment son article 64.

Vu le décret n°2021-1123 du 26 août 2021 portant création d’une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats.

Vu l’arrêté du 23 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 26 août 2021 pris pour l'application du décret n° 2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats

Vu l’avis du Comité social territorial en date du [date]

Considérant qu’une délibération de l’organe délibérant de la *collectivité territoriale ou de l’établissement* peut prévoir le versement d’une indemnité contribuant au remboursement des frais engagés au titre du télétravail, sous la forme d’une allocation forfaitaire dénommée « forfait télétravail ».

Sur le rapport de *Monsieur/Madame le Maire ou le Président/La Présidente*, après en avoir délibéré, le [Conseil municipal], (*indication des votes*),

|  |  |
| --- | --- |
| *Nombre de suffrages exprimés :* |  |
| *Votes Pour :* |  |
| *Votes Contre :* |  |
| *Abstention :* |  |

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

D’approuver l’instauration d’une allocation forfaitaire de télétravail qui contribue au remboursement des frais engagés par l’agent au titre du télétravail

**Article 2 :**

De verser cette allocation aux bénéficiaires suivants :

* Fonctionnaires territoriaux titulaires ou stagiaires
* Agents contractuels de droit public et de droit privé

qui télétravaillent dans les conditions définies par la délibération [numéro] en date du [date] instaurant le télétravail au sein de *la collectivité ou l’établissement*.

**Article 3 :**

L’allocation est versée à l’agent en télétravail dans un tiers lieu sous réserve que ce dernier n'offre pas un service de restauration collective financé par *la collectivité ou l’établissement*.

**Article 4 :**

Le montant de l’allocation est fixé à 2,88 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 euros par an.

**Article 5 :**

L’allocation est versée sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par arrêté ou avenant au contrat signé de l'autorité territoriale. Le cas échéant, le montant fait l'objet d'une régularisation au regard des jours de télétravail réellement effectués au cours de l'année civile. Cette régularisation intervient à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

L’allocation est versée selon une périodicité trimestrielle.

**Article 6 :**

Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal *(ou annexe)*

**Article 7 :**

Que *Monsieur/Madame le Maire ou le Président/La Présidente* est *chargé(e)* de prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération

Fait et délibéré en séance

Le [*date de la séance]*

Affichée le : [date]

Publiée le : [date]

Transmise au Représentant de l’État le : [date]

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr